

BURUNDI

PETITS ARRANGEMENTS A L'AMIABLE POUR SORTIR DE LA TRANSITION

(Institut Panos Paris / Syfia Grands Lacs) Les Burundais sont bien décidés à sortir de la transition par les urnes. Même si certains déplorent que le processus électoral remette en avant les divisions ethniques. Tenue à l'écart de ces arrangements à l'amiable entre acteurs politiques, la population elle n'aspire qu'à la paix.

Après trois ans de transition et plus de 10 ans de guerre, les Burundais attendent impatiemment les élections qui devraient démarrer dans les prochaines semaines et se terminer au plus tard le 19 août. Le processus électoral entériné par la nouvelle constitution récemment adoptée est le fruit d'arrangements entre les différents acteurs politiques que tous n'apprécient pas. « *C'est un calmant qu'on a trouvé à la crise burundaise. Mais ce n'est pas une vraie solution* », dit Sylvestre Ntibantunganya, président du pays de 1994 à 1996, durant la période la plus troublée.

Les dispositions les plus controversées sont celles qui réactivent des divisions ethniques que la plupart aimeraient voir enfin disparaître. L'article 164 de la constitution édicte ainsi clairement que l'Assemblée nationale doit être composée de 60% de Hutu et de 40% de Tutsi. Trois sièges sont aussi prévus pour les Twa. L'assemblée doit, en outre, comporter un minimum de 30% de femmes. Au Sénat, la répartition est de 50% pour chacune des deux ethnies. Plus loin, cet article précise que si les résultats du vote ne reflètent pas ces pourcentages, il sera procédé au redressement des déséquilibres par cooptation de députés supplémentaires.

Un système complexe

Un système complexe dont l'application est, elle aussi, compliquée. Un des principaux problèmes est de savoir comment déterminer les représentants des deux ethnies. « *Nous allons procéder aux enquêtes pour différencier le hutu du tutsi, car il n'y a aucun autre critère objectif permettant d'y arriver* », regrette visiblement embarrassé, l'Abbé Kana, porte-parole de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Il admet par ailleurs qu'il s'agit là d'un retour en arrière dont on aurait pu se passer. En outre, plusieurs partis ne sont pas mono-ethniques, ce qui complique la donne politique.

Jean Marie Vianney Kavumbagu, président de la ligue des droits de l'homme Iteka (« l'honneur » en kirundi) estime que certains politiciens ont négocié ces arrangements pour conserver leur immunité car ils seraient responsables des tueries qui ont endeuillé le pays. L'Abbé Kana a les mêmes appréhensions, mais, selon lui, c'est une manière de partager le pouvoir. Toutefois, estime-t-il, il faut sortir très rapidement de cette situation pour retrouver le jeu démocratique conventionnel et éviter le risque de polarisation sur des divisions ethniques. « *Car, dit-il, les risques sont nombreux que des gens incompetents obtiennent des postes suite à leur appartenance ethnique ou politique.* »

Bien que la communauté internationale ait fortement poussé le gouvernement burundais à arriver à tout prix à ces élections, Mathieu Bouah Bile, coordonnateur de l'Unité électorale de l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB), soutient que ce sont les Burundais eux-mêmes qui ont négocié

ces accords et qu'elle n'a fait que les accompagner. « *Il y a là certes des lacunes, c'est un système atypique, mais il permet au moins de gérer la situation* », fait-il remarquer. « *Notre appui est dicté par les réalités du terrain* », ajoute-t-il, soulignant qu'il faut, en priorité, dédramatiser les élections au Burundi.

La population vote pour la paix

La population, elle, est bien loin de ces tractations. « *Nous ne savons rien sur les élections, car personne ne nous informe. Nous avons voté le référendum constitutionnel, mais nous ne savons pas ce qu'il contient* », reconnaissent les femmes commerçantes de Ngozi, au nord du Burundi. Les diverses élections qui vont suivre dans les semaines à venir ne sont pas mieux connues. Les jeunes gens rencontrés dans la rue à Bujumbura et à Ngozi, savent juste qu'elles vont avoir lieu. « *Les autorités locales et les politiciens ne sont pas venus nous expliquer et nous sensibiliser sur les élections* », regrettent-ils. C'est aussi le cas des déplacés de guerre installés à quelques km de Ngozi, surtout préoccupés par l'amélioration de leurs conditions de vie. Néanmoins, ils sont déterminés à aller aux urnes : « *Même si nous ne connaissons pas ces élections, nous irons voter si les autorités nous demandent d'y aller, car nous devons remplir notre devoir civique* ».

Selon l'abbé Astère Kana, la CENI ne dispose pas de moyens pour assurer l'information de la population : « *Nous avons compté sur l'administration qui servait de relais à la population, tout en étant proche de cette dernière* ». Mais le gouvernement n'a pas pu mobiliser son administration, faute de moyens et de personnel compétent. Jusqu'à présent, seuls les médias, en particulier les nombreuses radios privées du pays, ont, selon lui, informé la population lors du référendum constitutionnel. Cependant, même peu informés, les gens se sont rendus massivement aux urnes. « *C'est pour la paix que nous avons voté* », affirment-ils. C'est pour la même raison que même s'ils ne comprennent pas le processus électoral en cours, ils se disent prêts à participer activement aux élections.

**Franck Baku (Journal *La Référence Plus* – RDC)
Antoine Hasabumutima (Journal *Ndongozi* – Burundi)
JMV Ntaganira (Journal *Umuseso* – Rwanda)
Gypsie Oïssa (Journal *Uhuru* – RDC)
Gilbert Rwamatwara (Correspondant *Syfia* – Rwanda)**